

La chute de la France crée sur la planète une onde de choc, rarement décrite dans son ensemble. Le présent article esquisse un tour des grandes capitales et de certaines plus petites. Nous commencerons par le pays qui a lancé les dés.

ÉTÉ 1940

LA GUERRE VUE DE PARTOUT

Par François Delpla

Berlin

L'opinion publique allemande connaît un soulagement à la mesure du manque d'enthousiasme qu'elle avait manifesté pendant la drôle de guerre. La popularité du Führer est à son zénith et les sceptiques réduits à garder pour eux leur inquiétude. Hitler connaît dans les rues de Berlin le 6 juillet, lors de son retour du champ de bataille, un triomphe populaire et la cérémonie qu'il organise au Reichstag le 19, pour lancer un appel à la paix et promouvoir les généraux vainqueurs, est suivie avec ferveur par les familles rassemblées autour des récepteurs de radio. Cependant, dans les hautes sphères du pouvoir nazi, on commence alors à s'inquiéter que l'Angleterre n'ait pas l'air de vouloir négocier. La canonnade de Mers el-Kébir, en particulier, a jeté un froid : si Churchill est capable de se faire obéir quand il donne un ordre aussi impitoyable, et si ses compatriotes, loin de le traiter de fou, l'ovationnent, la date de sa chute devient fâcheusement imprévisible. Et ce n'est pas le fait de bombarder l'Angleterre, ou de tenter contre elle un difficile assaut, qui peut la faire plier à coup sûr : l'effet risque d'être inverse. Dès lors le plus sûr, pour rapprocher la fin de la guerre, semble être d'assaillir l'URSS, tant que Washington n'a pas d'armée, Londres guère plus et que la France est bien tenue en main par un Pétain docile. Dès le 13 juillet, Hitler en parle à ses généraux. Dès le 31, il leur ordonne de préparer contre la Russie une grande attaque pour le printemps suivant.

La lettre mise en circulation le 15 juillet par le prince de Hohenlohe¹ (voir encadré) montre bien le désappointement des nazis et leur effort désespéré, en ce mois de juillet, pour trouver des interlocuteurs anglais bien disposés, en utilisant dans les pays neutres tous les canaux possibles —et en compromettant, une fois de plus, les conservateurs allemands dont le prince est un fleuron. Elle montre un Hitler persuadé de bien comprendre l'état d'esprit des peuples et de leur faire au bon moment des propositions acceptables, comme le prouve la cessation des hos-

tilités en Hollande, Belgique et France. L'obstination anglaise est donc rapportée à la lourdeur d'un système politique qui empêche les décisions de bon sens de se frayer rapidement un chemin, ainsi qu'à des influences étrangères : par de telles considérations, la prolongation de la guerre est attribuée aux Juifs, comme l'avait été son déclenchement.

Lettre distribuée par le prince de Hohenlohe à divers diplomates dans la capitale suisse, à partir du 15 juillet 1940. (Elle n'est pas signée mais il a dit qu'elle émanait d'une personnalité très proche de Hitler, dont ce texte reflétait étroitement la pensée.)

Pendant ces derniers mois, j'ai vu avec une grande clarté comme le génie de Hitler appréciait avec justesse l'état et les dispositions des pays ennemis, et en tirait toujours parti au moment décisif. C'est ce qui est arrivé en Belgique, en Hollande et durant les négociations avec la France. Je suis également convaincu que les Anglais ne voient pas l'avenir avec beaucoup d'optimisme et que les responsables de la politique anglaise de ces deux dernières années sont l'objet de vives critiques. En tout cas, si la Grande-Bretagne avait à prendre aujourd'hui les décisions de septembre 1939, il est clair qu'elle ne prendrait pas les mêmes. On a raison, il est vrai, si on dit qu'un Anglais, même conscient de l'état des choses, a encore toutes les peines du monde à trouver une issue à la situation. Pour les Anglais, les questions de forme ont souvent plus d'importance que les idéaux, et aujourd'hui leur problème est de se sortir de cette situation sans perdre la face. Bien plus, leur système politique les empêche d'adopter l'attitude qu'une claire compréhension des faits devrait de toute évidence leur dicter. Entre le constat que la Grande-Bretagne a intérêt à quitter la guerre le plus vite possible pour ne pas perdre plus qu'elle n'a déjà perdu et des actes qui tirent les conséquences pratiques de ce constat, s'étend un chemin long et tortueux, avec des débats internes aux partis et des processus démocratiques qui doivent être menés à bien avant que le pays puisse prendre des décisions. Je crois aussi que l'Anglais moyen comprend probablement que ce sont justement de tels processus qui ont été à l'origine de la déclaration de guerre de son pays qui, même si on l'avait estimée erronée, n'aurait pas pu être évitée faute de quelqu'un qui ose prendre la responsabilité d'intervenir dans ce

¹ Prince Max Egon zu Hohenlohe-Langenburg (1897-1968)

sens. Cela dépend bien sûr dans une grande mesure des buts attribués par les Anglais au Führer lorsqu'il se bat contre l'Angleterre. Puisqu'ils doivent maintenant avoir compris que, sous une influence étrangère et « libérale », ils ont joué avec le feu et mal jugé l'Allemagne, c'est à eux de donner un grand coup de barre dans la direction opposée. Cela dépend aussi du fait que les Anglais reconnaissent ou non que le génie du Führer et sa grandeur sont démontrés par ses services, non seulement au peuple allemand, mais à l'Europe. Si, au lieu d'être aveuglés par l'envie ou l'arrogance, ils peuvent faire en sorte de voir en lui non un simple conquérant mais le créateur d'un ordre européen nouveau, ils en viendront à reconnaître que, contrairement à ce que leur ont dit des étrangers qu'ils avaient accueillis dans leur pays, il n'a nulle intention de détruire leur empire. Ainsi la Grande-Bretagne est une nouvelle fois à la croisée des chemins, avec une dernière chance de choisir entre la préservation de son empire et l'anéantissement. Car même si le Führer trouve un intérêt à la préservation de cet empire, qu'il ne trouverait aucune joie à détruire pas plus qu'il ne cherche à le faire par vengeance, il n'hésitera pas à porter le coup mortel s'il devient clair qu'on ne peut ramener les Britanniques à la raison. Cette décision, les Anglais devront la prendre dans les prochaines semaines et je présume que le Führer leur laissera leur chance de réfléchir à la décision la plus sage pour eux. Que Dieu les prenne en pitié s'ils sont victimes de leur propre obstination. Si seulement ils savaient ce qui les attend dans le cas contraire, à coup sûr ils choisiraient immédiatement la bonne solution.

Source : archives du Vatican, publiées en 1965 dans le recueil *Actes du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale*, Librairie éditrice vaticane, t. 1, doc 367. Le nonce précise, en envoyant le document le 16 juillet au Vatican, que Hohenlohe dit l'avoir reçu huit jours plus tôt, déjà remis à l'ambassadeur anglais en Suisse qui a accepté de le faire suivre à son gouvernement, et que cette démarche a lieu en cachette du ministre Ribbentrop – censé par là-même vouloir, plus que son maître, traiter durement la Grande-Bretagne.

Londres

La résolution anglaise s'appuie avant tout sur l'énergie de Churchill, sa connaissance des rouages gouvernementaux, son antinazisme viscéral et les événements qui de ce point de vue ont donné raison à ses avertissements des années trente, longtemps solitaires et reçus avec un sourire moqueur. Elle peut aussi s'autoriser de plusieurs atouts : une insularité qui, jointe à la maîtrise de la mer, permet de ne pas être submergé par les Panzer dans la foulée de leurs triomphes continentaux ; une capacité certaine d'affronter l'Axe en ses points faibles, notamment autour de la Méditerranée ; une aviation moderne, entraînée, possédant avec son réseau de stations-radar le moyen de prévoir l'irruption d'un agresseur venu du ciel. Tout cela donne la possibilité de durer sans être immédiatement écrasé, comme le sont à présent l'ensemble des pays d'Europe continentale, lorsqu'ils ne sont pas satellisés. Mais durer n'est pas tout. Si l'Angleterre avant 1939 n'était pas belliciste, c'est d'abord parce qu'elle n'avait plus les moyens financiers de l'être et la défaite en France, avec l'abandon d'immenses quantités de matériel, n'a rien arrangé. Pour continuer la guerre, il va falloir se saigner aux quatre veines et, pour qu'un pays consente à cela, il faut que l'investissement paraisse rentable. En d'autres termes, il est indispensable de dessiner une perspective de victoire et, avant tout, de trouver un allié qui puisse compenser, même avec un effet différé, la perte sèche de la France. Il en reste deux possibles parmi les grandes puissances, l'URSS et les États-Unis.

Washington

Avant d'être un facteur décisif de la victoire, la puissance américaine pourrait, en ce début d'été 1940, la compromettre définitivement, en se désolidarisant des efforts britanniques. Si le mot « isolationnisme » est fort courant dans le vocabulaire des politiciens d'outre-Atlantique et des diplomates qui rendent compte à l'extérieur de leurs faits et gestes, il n'a jamais défini correctement leur politique, toujours attentive aux affaires du monde et désireuse de peser sur elles avec les moyens du moment. Or, pendant l'entre-deux-guerres, ces moyens ne sont pas militaires : la « diplomatie du dollar » avait suivi de peu l'intervention décisive dans la Première Guerre, et seule la flotte avait été maintenue à un haut niveau de puissance. L'irruption en 1933 d'une Allemagne revancharde avait fait froncer le sourcil, sans plus. Tous les observateurs ont en mémoire les menaces proférées par Roosevelt, en octobre 1937, contre trois « agresseurs » d'ailleurs présentés sur le même plan, l'Allemagne, l'Italie et le Japon : ils risquaient tout au plus de se retrouver « en quarantaine ». Roosevelt se heurte cependant à un courant « isolationniste » et ce mot revêt alors un sens précis, proche de la notion anglaise d'*appeasement* : ces gens ne jugent pas possible ni utile de faire tomber Hitler, et préféreraient trouver un terrain d'entente avec lui. L'un des orateurs les plus en vue de leur comité « America First » est l'aviateur Charles Lindbergh.

En juillet 1940, le remède de la quarantaine n'est plus proposé par personne. Vis-à-vis d'une Allemagne triomphante et insolente, seules restent deux options : soit on la punit en soutenant son dernier adversaire, l'Angleterre, et on se dirige avec plus ou moins d'enthousiasme vers une nouvelle intervention armée en Europe tout en espérant qu'elle ne soit pas nécessaire ; soit on négocie avec Hitler pour limiter ses gains et rétablir les conditions du *business as usual*.

Un bon observatoire, donnant une idée de ce qui se passe dans toute l'Amérique, est la conférence réunie à La Havane entre le 21 et le 30 juillet, à l'initiative des États-Unis. Parmi les trois grands pays latino-américains, seul le Mexique du président Lazaro Cardenas est insensible aux sirènes des dictatures européennes. Non content d'offrir son dernier refuge à Trotsky (assassiné par l'agent soviétique Ramon Mercader le 21 août dans la banlieue de Mexico), il sollicite Ribbentrop et Pétain de laisser partir vers son pays les Républicains espagnols réfugiés dans la zone sud française². Mais le Brésil de Getulio Vargas, et l'Argentine dont Peron est déjà, dans l'ombre, l'homme fort, se sont empressés de signer en juin des traités de commerce avec le Reich victorieux. Dans ce contexte, la conférence réunie à Cuba pour analyser les répercussions des succès de l'Axe a un ordre du jour minimal : elle ne s'occupe que d'étudier la défense du continent au cas où il serait attaqué, et de prévoir à cet effet la possibilité de prendre sous une tutelle commune les colonies américaines des États

occupés par l'Allemagne – les États-Unis étant autorisés à agir seuls en cas d'urgence. Rien de tout cela ne risque de chagriner Hitler.

Les notes personnelles du grand journaliste français Raoul Roussy de Sales, correspondant de *Paris-Soir* et de l'agence Havas à Washington, posent un regard aigu sur les répercussions de la défaite de son pays. Il croit lui-même que la France s'est écroulée par lâcheté... mais ne donne pas plus cher des États-Unis, notamment lorsqu'il commente la conférence de La Havane :

² Cf. Schuler (Friedrich), *Mexico between Hitler and Roosevelt*, University of New Mexico Press, 1998, p. 195. Les négociations tourneront court au début de 1941.

25 juillet (...) Les Sud-Américains commencent à dire ce qu'ils pensent, à savoir : 1) qu'ils préfèrent Hitler et Mussolini à FDR [Roosevelt] ; 2) que les promesses de secours des USA ne les convainquent guère. Ce pays-ci perd chaque jour de l'importance et du prestige. Bientôt il ne pèsera pas plus lourd que l'Australie. Les derniers à s'apercevoir de cette dégringolade sont les Américains, bien entendu.

27 juillet (...) Ici règne la même prodigieuse inertie, ce double état bizarre qui veut qu'on comprenne parfaitement que la chute de l'Empire britannique changera en 24 heures la situation de ce pays dans le monde (en mal) et le refus de rien faire d'utile.

14 août (...) la bataille pour l'Angleterre a commencé, semble-t-il. Je n'ai pas l'impression, malgré les contradictions des communiqués, que les Anglais soient capables d'empêcher les avions allemands de les dominer. Y aura-t-il tentative de débarquement ? Possible. L'affaire est vraiment engagée cette fois. Cela peut aller très vite si les Anglais sont destinés à périr. Et alors ? Impossible d'y penser. L'Amérique, pétrifiée dans son malaise, regarde et attend.

Roussy aurait souhaité que Roosevelt profitât dès le 16 mai du choc immense causé par les nouvelles de la percée de Sedan pour engager à fond le pays dans un soutien aux Alliés. La prudence l'avait emporté et continuait de le faire, et la progression vers un engagement américain, si elle n'était pas nulle, restait extrêmement lente. Seules bonnes nouvelles : la victoire, dans les conventions républicaine et démocrate préparant la présidentielle du 5 novembre, de deux candidats hostiles à l'isolationnisme, le républicain Willkie et Roosevelt en personne³.

Cependant une autre bonne nouvelle se prépare. Churchill a présenté vainement dès le 15 mai une commande de destroyers datant de la Première Guerre mondiale. Il en voulait 50, sur les 300 que les États-Unis avaient conservés. Cette livraison constituerait une entorse à la neutralité... et c'est bien pour cela qu'elle était demandée de façon pressante. Les États-Unis, de leur côté, souhaitaient louer des bases dans les possessions anglaises d'Amérique – dans la même logique défensive qui les poussait à lorgner vers les colonies des pays occupés par l'Axe. Les négociations avancèrent très lentement – Churchill ne souhaitait pas présenter l'affaire comme un échange, mais comme deux accords séparés. Roosevelt l'obligea petit à petit à céder là-dessus et l'accord sera annoncé le 2 septembre.

Les dominions

Le statut de Westminster, en 1931, a accordé une indépendance totale au Canada, à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande et à l'Union sud-africaine, à ceci près que le roi d'Angleterre reste leur chef d'État – mais il a moins d'influence encore sur leur politique que sur celle du Royaume-Uni, n'ayant même pas à nommer le premier ministre – ce dont se charge un parlement élu localement. Engagés dans la guerre automatiquement en 1914, ces quatre pays ont eu à en décider souverainement en 1939 – et ils ont déclaré la guerre à l'Allemagne, non sans crises internes, notamment en Afrique du Sud où le racisme hitlérien trouve de compréhensibles sympathies.

Officiellement, cet engagement n'est pas remis en cause après la chute de la France. Mais sous la surface des hésitations parfois se devinent. Les propres mémoires de Churchill montrent qu'il adressait à son vieil ami Smuts, premier ministre d'Afrique du Sud, de longs plaidoyers en faveur de la continuation de la guerre, ce qui suggère (vu les charges

³ L'un des plus grands romanciers américains vivants, Philip Roth, issu d'une famille juive de New-York et enfant pendant la guerre, a récemment développé dans une fiction uchronique les conséquences d'une candidature et d'une victoire de Lindbergh : *The Plot against America*, New-York, Houghton, 2004, tr. fr. *Le Complot contre l'Amérique*, Paris, Gallimard, 2006.

de son emploi du temps) que ce n'était pas superflu. Le premier ministre canadien Mackenzie King se fait le relais complaisant des plaintes de Pétain auprès de Roosevelt après Mers el-Kébir. Le premier ministre australien Robert Menzies a visité l'Allemagne nazie, en voyage officiel, très tard (en 1938) et très complaisamment. Bref, des trésors de diplomatie churchillienne sont nécessaires pour maintenir cet attelage, qui ne dynamise guère l'effort commun.

Tokyo

La victoire de l'Allemagne sur la France sonne le glas d'un gouvernement japonais plutôt anti-allemand et pro-américain, celui de Mitsumasa Yonai, qui tombe le 21 juillet. Son successeur, le prince Konoye, va explorer les voies d'une entente avec Berlin. Auparavant, Yonai a tiré deux avantages des événements d'Europe. Le plus vif désir du Japon, depuis 1937, est de mettre un terme à la guerre qu'il a imprudemment entreprise contre la Chine et qui s'éternise, le gouvernement pro-japonais de Canton étant concurrencé par celui qui dirige le nationaliste Tchang Kai-chek dans les montagnes du sud ; avec ce dernier, les forces communistes de Mao Zedong, installées au nord, ont conclu une précaire alliance. S'il ne peut rien contre le ravitaillement de Mao par l'URSS, le Japon fait victorieusement pression sur la France pour que Tchang ne soit plus ravitaillé par l'Indochine (dont le gouverneur, le général Georges Catroux, a demandé le 18 juin aux États-Unis s'il recevrait une assistance en cas de rejet d'un ultimatum japonais, et reçu une réponse négative ; en conséquence, bien qu'il soit le seul gouverneur de colonie disposé à répondre favorablement à de Gaulle, il se laisse destituer par Vichy et gagne Londres tout seul). Puis Tokyo fait au gouvernement anglais la même demande, s'agissant du ravitaillement de la Chine nationaliste à travers la Birmanie. Le cabinet de Londres, après des débats houleux où Churchill n'a pas pris la position la plus dure, décide d'un compromis : la route birmane est fermée pour trois mois – qui ne seront pas, à expiration, reconduits.

Le Vatican

Le pape Pie XII n'a pas les coups de colère antifascistes et antinazis de son prédécesseur Pie XI, auquel il a succédé en mars 1939 après avoir été son secrétaire d'État pendant la décennie, ayant passé la précédente en Allemagne comme nonce. Largement associé à la politique antérieure, il travaille désormais à en polir les arêtes, en froid diplomate. Il est stupide de le dire nazi, ou encore antisémite. Il serait plus juste de dire qu'il est plus anticommuniste qu'antinazi. La situation créée par l'effondrement de la France lui inspire une démarche qui est bien dans sa manière : inquiet de la prolongation d'un heurt de nations chrétiennes qui risque de profiter aux ennemis de la foi, il entreprend le 27 juin une démarche simultanée auprès des trois principaux belligérants, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Allemagne. Il rédige un message de paix à l'adresse de leurs gouvernements et le fait passer par ses nonces, mais il leur demande de ne pas le remettre officiellement : ils doivent seulement consulter les ministres des Affaires étrangères sur l'effet que leur ferait la réception d'un tel message ! Voici ce texte :

Attristé par la perspective de nouveaux deuils et de nouveaux ravages causés par la réouverture – à présent imminente – des hostilités, le Saint Père, de sa propre initiative et sans autre intention que de faire un effort suprême pour sauver l'humanité et la civilisation, certain qu'une paix juste et honorable est le vœu de tous les peuples et que l'extension de la guerre causerait d'autres conflits et d'autres crises, voudrait adresser aux gouvernements d'Allemagne, d'Italie et de Grande-Bretagne la prière suivante : il les invite à explorer la voie d'une entente mutuelle pour mettre fin au conflit. Mais avant de faire cette démarche, Sa Sainteté souhaite que vous demandiez confidentiellement au gouvernement quel accueil recevrait une telle invitation.

Les choses vont en rester là car Mussolini, informé au téléphone par son gendre et ministre Ciano, a accueilli la démarche « avec colère », Hitler a l'air de vouloir faire ses propositions de paix lui-même et Halifax a rappelé au nonce en poste à Londres que la Grande-Bretagne veut lutter jusqu'au bout contre la « domination de l'Europe et de la Grande-Bretagne elle-même par les nazis »⁴.

Le Saint-Siège ne se tient cependant pas pour battu et les intrigues continuent : ainsi, le 20 juillet, le pape (ou du moins, d'après les archives publiées, son secrétaire d'État, Mgr Maglione) accepte de s'entremettre pour transmettre à Londres des propositions allemandes de paix émanant du prince de Hohenlohe (voir ci-dessus). Maglione en parle à l'ambassadeur anglais Osborne, qui trouve le texte nazi « intéressant » et annonce qu'il l'enverra le jour même à son gouvernement.

Madrid

Puisque de tels flots d'eau bénite sont lancés sur le monstre de la guerre, il est normal de trouver l'Espagne franquiste en bonne place parmi les points de passage ou d'émission des discours appelant à la réconciliation générale. Car de toutes les dictatures dites fascistes, celle-là est, avec sa voisine portugaise, la plus inféodée à l'Église romaine. Cependant, elle a aussi ses intérêts nationaux et manifeste une nostalgie peu chrétienne de sa grandeur perdue : le déclin des XVIII^e et XIX^e siècles a enfoncé dans sa chair une écharde, la base anglaise de Gibraltar, et lui a valu l'humiliation de se voir devancer par la France dans la colonisation du Maghreb, à un morceau de Maroc près. Franco joue donc un jeu ambigu et garde deux fers au feu. Lors de l'écroulement français, il offre on ne peut plus clairement – dans une lettre remise au gouvernement allemand par un envoyé spécial à Berlin, le général Vigon, le 16 juin – ses services pour entrer en guerre si l'Axe le souhaite, et il commence à avancer des revendications aux dépens de l'empire français. En même temps il se fait l'aimable courtier de Pétain dans ses démarches d'armistice. La paix ne survenant pas, il se prépare à la guerre et tel est encore son état d'esprit le 23 octobre lorsqu'il rencontre Hitler sur la frontière pyrénéenne, entre Hendaye et Irun. Sur le plan intérieur, ces mois sont ceux de la montée de la Phalange, un mouvement peu goûté de l'Église qui se sent la vocation d'un parti unique à la sauce allemande ou italienne, et de son chef Serrano Suner, par ailleurs beau-frère du généralissime.

Rome

Avant de connaître en automne une série d'humiliations militaires qui vont abolir sa marge d'autonomie vis-à-vis du Reich, Mussolini a été mal payé du risque pris en entrant en guerre le 10 juin en dépit d'offres occidentales matinales d'avertissements sévères, tout particulièrement de Roosevelt. Il comptait, comme Franco, profiter séance tenante de l'abaissement de la France. Hitler a douché ses espoirs le 18 juin à Munich, en lui faisant comprendre qu'il fallait ménager ce pays pour le détacher de l'Angleterre. L'Italien croit tenir sa revanche lors de l'assaut prochain contre la Grande-Bretagne, dont il ne doute pas qu'il ait lieu : il propose à Hitler les services de son aviation, mais celui-ci le renvoie dans ses buts, en lui disant que l'Axe aura besoin des forces italiennes en Méditerranée. Il ne reste qu'à préparer une offensive contre l'Égypte, base anglaise, à partir de la Libye, colonie italienne. Lancée à la mi-septembre, elle piétinera, avant de tourner au désastre.

Vichy

« L'Angleterre aura en deux semaines le cou tordu comme un poulet » : cette phrase sur les conséquences de l'armistice franco-allemand, attribuée à Weygand par la rumeur bordelaise et démentie par lui après

la guerre, exprime à merveille les vues d'avenir du gouvernement qui déménage le 30 juin de Bordeaux vers le Massif central, pour décider le 1^{er} juillet d'une escale à Vichy, conçue comme très provisoire en attendant un proche retour à Paris. L'armistice signé à Rethondes était relativement clément... à une condition absolument indispensable, l'arrêt prochain de la guerre. Notamment pour un régime qui faisait déjà sien le slogan d'une restauration des valeurs familiales, puisque les jeunes hommes qui venaient de former des couples ne pouvaient les prolonger d'une descendance tant qu'ils restaient prisonniers de guerre « jusqu'à la conclusion de la paix ». Même chose pour la belle flotte de guerre, immobilisée par l'armistice et libérée, promis juré par Hitler, lors de la paix. La canonnade de Mers el-Kébir est à la fois le plus amer rappel possible de la réalité, et l'occasion d'une terrible tentation, qui accompagnera le régime jusqu'à son effondrement d'août 1944 : puisque les Alliés sont cruels avec nous, il n'est plus immoral de chercher un terrain d'entente avec les ennemis. De cette disposition d'esprit Hitler va tirer un parti immense, par une savante alternance de concessions et de menaces. Il oblige notamment Vichy à défendre son empire contre toute entreprise anglaise ou gaulliste, surtout lorsqu'à la fin d'août de Gaulle réussit à rallier l'Afrique équatoriale à sa dissidence. L'un des grands buts de Vichy et de ses premiers ministres, qu'il s'agisse de Laval ou de Darlan, va être dès lors et jusqu'au printemps 1942 d'obtenir un traité de paix, qui l'entraînerait dans une neutralité favorable à l'Axe sinon dans une belligérance à ses côtés : Hitler en fait miroiter la perspective et ce sera l'objet, notamment, de la rencontre de Montoire à la fin d'octobre.

Moscou

Le pacte germano-soviétique n'empêche pas Staline d'être un grand lecteur de *Mein Kampf* et on a tort de lui reprocher le télégramme de félicitations de Molotov à Ribbentrop lors de la prise de Paris. Il fallait bien faire semblant de se réjouir plutôt que de déclarer la guerre ou quasiment, en laissant entendre qu'on avait compris que la chute de la France était une catastrophe pour l'URSS, puisque la Bible nazie annonçait qu'elle serait le prochain plat au menu. Le pacte, justement, permettait à l'URSS de traiter comme bon lui semblait les trois États baltes, la Finlande et la Bessarabie roumaine. Or à partir de la mi-juin Staline s'empresse de saisir les morceaux que (sans doute par prudence envers les Alliés de l'Ouest) il n'avait pas encore avalés : il soviétise au pas de course les États baltes qu'il n'avait fait qu'occuper militairement, et s'empare de la Bessarabie après un ultimatum auquel le gouvernement roumain cède après avoir consulté Berlin. Ces événements, trahissant une évidente méfiance vis-à-vis de l'Allemagne, font d'ailleurs croire à bien des observateurs à travers le monde qu'un conflit germano-soviétique couve sous les courbettes du pacte... et Churchill tente d'en profiter, en sondant les intentions stalinienne par l'intermédiaire d'un nouvel ambassadeur, Stafford Cripps. Sa première entrevue, début juillet, avec le maître du Kremlin, se déroule dans une atmosphère correcte sinon cordiale... après quoi il ne sera plus jamais reçu ! Il est probable que c'est là l'une des nombreuses conséquences de Mers el-Kébir : voyant la guerre se rallumer à l'ouest, Staline pouvait recommencer à croire que le pacte germano-soviétique le protégeait, à condition qu'il opposât à toute avance occidentale une fin de non-recevoir glaciale. Dès lors il ne s'entretient plus guère qu'avec Berlin, dans un tête à tête sans perspectives,

puisqu'il ne perçoit pas l'intention ferme de Hitler, arrêtée dès la fin de juillet, de lui sauter dessus au printemps suivant. Et plus les préparatifs de cette opération « Barbarossa » lui apparaîtront, plus il pratiquera une politique renouvelée de l'*appeasement* britannique, en cherchant par quelles concessions il pourrait éviter d'être attaqué.

⁴ Cf. Le Saint-Siège et la guerre en Europe, mars 1939-Août 1940. (Actes et Documents du Saint-Siège Relatifs à la Seconde Guerre Mondiale, I), Libreria Editrice Vaticana, 1965.